

Association INTERLOIRE

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2025

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

ANGERS | NANTES | PARIS | RENNES | SAINT-BRIEUC

www.becouze-talents.com

S O M M A I R E

	<u>PAGES</u>
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS	1 à 4
COMPTES ANNUELS	
. Bilan Actif-Passif	5 - 6
. Compte de résultat	7 - 8
. Annexe	9 à 22

Association INTERLOIRE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Adresse : 62, rue Blaise Pascal - CS 61921

37019 TOURS CEDEX 01

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'association INTERLOIRE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association INTERLOIRE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Concernant les dépréciations des créances clients constituées par l'association INTERLOIRE selon les modalités décrites dans la note 3.3 "Provisions pour créances clients" de l'annexe des comptes annuels, l'approche retenue par l'association, sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous apparaît correctement formalisée et justifiée.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Orientation Stratégique et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Orientation Stratégique.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne.
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels.
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ANGERS, le 18 mai 2026

Le Commissaire aux Comptes
BECOUZE

Guillaume Saby

✓ Certifié par  yousign

Guillaume Saby
Associé

Ce rapport comprend 22 pages.

- BILAN ACTIF -

INTERPROFESSION DES VINS DU VAL DE LOIRE

du 01/01/2025 au 31/12/2025

	31/12/2025			31/12/2024
	Brut	Amort. et Prov.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Frais d'établissement				
Immobilisations incorporelles				
Frais de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	1 928 246	1 476 154	452 092	482 031
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes	855		855	45 922
Immobilisations corporelles				
Terrains	260 087		260 087	260 087
Constructions	1 393 786	599 731	794 056	835 291
Installations techniques, matériel et outillages industriels	3 207	2 130	1 077	1 581
Autres immobilisations corporelles	587 105	433 572	153 533	199 279
Immobilisations en cours, avances et acomptes				1 350
Biens reçus par legs / donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations	35 191		35 191	35 191
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	32 149		32 149	31 652
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	4 240 627	2 511 587	1 729 040	1 892 384
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Clients et comptes rattachés	4 105 403	369 996	3 735 407	3 110 662
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	767 960		767 960	433 297
Charges constatées d'avance	147 283		147 283	357 904
Valeurs Mobilières de Placement	100 000		100 000	1 212 000
Instruments financiers à terme et jetons détenus				
Disponibilités	2 987 261		2 987 261	1 710 337
TOTAL ACTIF CIRCULANT	8 107 906	369 996	7 737 910	6 824 200
Frais d'émissions d'emprunt				
Primes de remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Actif				
TOTAL ACTIF	12 348 533	2 881 583	9 466 950	8 716 584

*Modèle Association

- BILAN PASSIF -

INTERPROFESSION DES VINS DU VAL DE LOIRE

du 01/01/2025 au 31/12/2025

	31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Total Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Total Fonds propres avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Réserves statutaires ou contractuelles	5 167 473	5 573 739
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (Excédent ou Déficits)	1 089 821	-406 266
Situation Nette (sous-total)	6 257 294	5 167 473
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES	6 257 294	5 167 473
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
TOTAL FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	100 000	
Provisions pour charges	151 358	172 358
TOTAL PROVISIONS	251 358	172 358
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	393 650	638 470
Emprunts et dettes financières divers	1 779	3 590
Instruments financiers à terme		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 606 249	1 818 328
Dettes des legs ou donations	7 712	12 092
Dettes fiscales et sociales	933 605	854 042
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	15 303	23 486
Produits constatés d'avance		26 744
TOTAL DETTES	2 958 298	3 376 753
Ecarts de conversion et différences d'évaluation Passif		
TOTAL PASSIF GENERAL	9 466 950	8 716 584

*Modèle Association

- COMPTE DE RESULTAT -

INTERPROFESSION DES VINS DU VAL DE LOIRE

du 01/01/2025 au 31/12/2025

	31/12/2025	31/12/2024
Produits d'exploitation		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
Dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations services	6 270 079	4 799 364
Dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	932 093	544 342
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dont les dons manuels		
Dont Mécénats		
Dont Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	127 690	987 270
Produits de cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits	9 506	16 860
Total des produits d'exploitation (I)	7 339 368	6 347 835
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	63 314	105 110
Variation de stock (marchandises)		
Autres achats et charges externes	3 622 034	4 128 867
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	44 752	40 322
Salaires	1 113 730	1 170 415
Cotisations sociales	486 690	526 778
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	274 440	228 242
Dotations aux provisions	124 559	64 676
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
Report en fonds dédiés		
Autres charges	522 549	530 178
Total des charges d'exploitations (II)	6 252 070	6 794 589
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	1 087 298	-446 754

*Modèle Association

- COMPTE DE RESULTAT -

INTERPROFESSION DES VINS DU VAL DE LOIRE

du 01/01/2025 au 31/12/2025

	31/12/2025	31/12/2024
Produits Financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	18 139	59 843
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		14
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de VMP et d'instrument de trésorerie		
Total des produits financiers (III)	18 139	59 857
Charges Financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	15 616	19 369
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières (IV)	15 616	19 369
RESULTAT FINANCIER (IV - III)	2 523	40 488
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	1 089 821	-406 266
Résultat Exceptionnels		
Produits Exceptionnels (V)		
Charges Exceptionnelles (VI)		
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	7 357 507	6 407 692
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	6 267 685	6 813 958
EXCEDENT OU DEFICIT	1 089 821	-406 266
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

*Modèle Association

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2025

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

1. Informations générales et faits caractéristiques de l'exercice

1.1 Informations générales

L'Interprofession des Vins du Val de Loire, nommée ci-après InterLoire, association régie par la loi du 1er juillet 1901, est constituée à l'initiative des organisations professionnelles vitivinicoles représentatives des vins à Appellation d'Origine Protégée et Indication Géographique Protégée.

InterLoire a été reconnue en qualité d'organisation interprofessionnelle au titre des articles L. 632-1 et suivants du Code Rural, par un arrêté du 13 Décembre 2007 publié au Journal Officiel du 21 Décembre 2007.

Le siège social d'InterLoire est fixé au 62, rue Blaise Pascal, CS 61921, 37019 Tours CEDEX 1.

InterLoire a pour objet d'exercer toute mission, décidée par ses professionnels, et notamment d'assurer :

- la connaissance économique de la filière viticole,
- la connaissance de l'offre et de la demande des produits sur lesquels elle exerce sa compétence,
- l'adaptation et la régularisation de l'offre des produits sur lesquels elle exerce sa compétence,
- la connaissance des marchés et de la commercialisation des produits sur lesquels elle exerce sa compétence,
- l'élaboration de contrats types compatibles avec la réglementation de l'Union européenne,
- l'amélioration de la qualité des produits sur lesquels elle exerce sa compétence,
- la défense, la protection et la promotion des produits à Appellation d'Origine et à Indication Géographique sur lesquels elle exerce sa compétence,
- tout autre objet prévu et conforme à l'article 157 du Règlement (UE) n°1308/2013.

InterLoire est notamment chargée de :

- définir les grandes lignes de la politique sur le plan de l'économie, de la communication et de la technique des vins à Appellation d'Origine Protégée et à Indication Géographique Protégée relevant de sa compétence,
- suivre et assurer, par l'intermédiaire d'un accord interprofessionnel, l'exécution du projet politique notamment en mettant en œuvre et en assurant la cohérence d'un budget annuel.

1.2 Faits majeurs de l'exercice

Dans un contexte économique et géopolitique incertain pour la filière viticole, marqué par des tensions sur les marchés export, une forte volatilité des sorties de chais et une approche prudente maintenue sur les subventions OCM, InterLoire avait construit son budget 2025 avec des hypothèses particulièrement prudentes.

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2025

Finalement, grâce à une évolution des volumes plus favorable qu'anticipée, à l'encaissement des subventions attendues et à une maîtrise des dépenses, l'exercice 2025 se clôture sur un résultat excédentaire de 1,1 M€, permettant à l'interprofession de consolider sa trajectoire financière et de poursuivre les actions engagées dans le cadre d'InterLoire Cap 2030.

2. Principes, règles et méthodes comptables

L'exercice social clos le 31/12/2025 a une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 9 466 950 €.

Le résultat net comptable est un excédent de 1 089 821 €.

2.1 Référentiel appliqué

L'interprofession a arrêté ses comptes et rédigé son annexe conformément aux dispositions du règlement ANC n°2023-01 du 12 mai 2023 relatif au plan comptable général et appliquant les dispositions particulières du règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

L'association a appliqué par anticipation le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022, applicable obligatoirement aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Ce règlement modifie certaines dispositions comptables relatives à la présentation des comptes, à la comptabilisation et à l'évaluation des titres, des subventions et des opérations de restructuration, ainsi qu'à l'information à fournir en annexe.

L'application anticipée de ce règlement a conduit l'interprofession à modifier ses méthodes comptables à compter de l'exercice clos le 31/12/2024.

Les impacts significatifs de cette application anticipée sont les suivants :

- Suppression de la rubrique "résultat exceptionnel" : les produits et charges auparavant classés en résultat exceptionnel ont été reclassés au sein du résultat d'exploitation ou du résultat financier selon leur nature (concerne l'exercice N),
- Reclassement des transferts de charges : conformément au nouveau cadre comptable, les transferts de charges ne sont plus présentés en produits. Ils viennent désormais en diminution du poste de charges concerné (concerne les exercices N et N-1).

2.2 Principes comptables appliqués

Les règles ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2025

Les règles et méthodes comptables, et ou méthodes d'évaluation applicables aux différents postes du bilan et du compte de résultat sont décrites ci-après.

Les éléments inscrits en comptabilité ont été évalués selon la méthode des coûts historiques ou sont issus du traité de fusion concernant certains actifs reçus dans le cadre de la fusion entre le CIVN et InterLoire en date du 31/12/2007.

Les titres détenus par l'association ont été comptabilisés sur la base du coût d'acquisition. A l'inventaire, si leur valeur d'évaluation retenue est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est enregistrée.

L'amortissement des biens non décomposables est calculé sur leur durée d'usage en application de la dérogation prévue pour les PME, dans le cadre de l'avis du comité d'Urgence du CNC n°2005-D du 01/06/2005.

L'amortissement des biens décomposables s'effectue sur leur durée d'utilisation. Les amortissements sont calculés soit sur le mode linéaire, soit en fonction du rythme de consommation des avantages économiques (dégressif ou autre).

L'amortissement des biens incorporels est calculé à partir de la date de mise en service des différentes applications ou logiciels.

Les subventions d'investissement sont rapportées au compte de résultat au même rythme d'amortissement que les immobilisations qu'elles financent.

À la suite des difficultés rencontrées avec FranceAgriMer dans le cadre de l'OCM 2022, pour lesquelles InterLoire avait dû provisionner un risque avant d'obtenir finalement gain de cause sur la majeure partie des dépenses contestées, l'interprofession a adopté depuis les comptes 2024 une approche plus prudente concernant les subventions export, en ne comptabilisant que 80 % des financements attendus.

En 2025, InterLoire a perçu l'intégralité du solde attendu au titre de l'OCM 2024. Néanmoins, dans un contexte où les avances OCM ne sont plus versées et où les modalités d'instruction demeurent exigeantes, ce principe de prudence a été maintenu sur les subventions à recevoir de l'exercice 2025.

2.3 Evènements postérieurs à la clôture

Aucun

3. Notes relatives à certains postes du Bilan

3.1 Actif immobilisé

La valeur brute de l'ensemble des immobilisations s'élève à 4 240 627 €.

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2025

Elle comprend notamment :

- Le terrain du siège social à Tours,
- Les constructions et agencements des locaux du siège social ainsi que des deux garages à Tours,
- Les sites Internet et logiciels, le mobilier, le matériel de bureau et informatique.

Les immobilisations en cours présentes dans les comptes au 31 décembre 2025 s'élèvent à 855 €.

Les amortissements des immobilisations au 31 décembre 2025 atteignent la somme de 2 511 588 €.

Les mouvements des immobilisations brutes figurent page 19.

Les mouvements des amortissements figurent page 20.

3.2 Créances clients

Les créances clients s'élèvent à 4 475 399 € au 31 décembre 2025. Elles sont constituées notamment des cotisations interprofessionnelles à hauteur de 1 391 496 € pour lesquelles un délai de règlement de 60 jours est accordé, de factures à établir qui sont éditées en début d'année 2026 et qui correspondent principalement aux DRM du mois de décembre 2025 ainsi qu'aux SV12 de 2025 pour un total de 2 218 474 € et de créances clients douteux provisionnées (cf : 3.3).

Les autres créances s'élèvent à un montant de 767 960 € au 31 décembre 2025. Elles comprennent notamment :

- La TVA déductible pour 130 841 €,
- Des produits à recevoir détaillés dans le tableau ci-après :

	2025	2024
Subventions à recevoir	556 691	138 726
Divers à recevoir	8 844	1 825
Total Produits à recevoir	565 535	140 551

Cf : 2.3

3.3 Provisions pour créances clients

La provision pour créances douteuses s'élève à 369 996 € au 31 décembre 2025.

Elle est le résultat de la méthode suivante habituellement pratiquée :

- Créances des professionnels en redressement ou liquidation judiciaire 100 %
- Créances remises au contentieux chez un huissier 100 %
- Créances remises au contentieux chez un avocat 100 %
- Créances en cours au regard des opérateurs déjà en procédure 100 %
- Créances de plus de 15 mois analysées au 31 mars 2026 100 %

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2025

L'exercice 2025 présente un profit net client à hauteur de 56 213 €.

31/12/2025			
Pertes sur créances	Dotation. prov. Créances	Reprise. prov. Créances	Profit Net
- 25 918 €	- 24 559 €	+ 106 690 €	+ 56 213 €

3.4 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement en portefeuille au 31 décembre 2025 sont inscrites à l'actif pour une somme de 100 000 €.

3.5 Charges constatées d'avance

Les comptes de régularisation à l'actif sont les suivants :

	2025	2024
Charges constatées d'avance - exploitation	147 283	357 904
Charges constatées d'avance - financier		
Charges constatées d'avance - exceptionnel		
Total des charges constatées d'avance	147 283	357 904

3.6 Fonds propres

Le montant des réserves au 31 décembre 2025 atteint la somme de 6 257 294 € qui comprend le résultat excédentaire de l'exercice 2025 d'un montant de 1 089 821 €.

Les fonds propres se décomposent de la manière suivante :

	Réserves	RAN débiteur	Résultat net	Total
Fonds propres au 31/12/24	5 573 739			5 573 739
Affectation résultat 2024	- 406 266			- 406 266
Résultat 2025			1 089 821	1 089 821
Fonds propres au 31/12/25	5 167 473		1 089 821	6 257 294

3.7 Provisions

Le montant des provisions pour risques et charges s'élève à 251 358 € au 31 décembre 2025.

Il comprend une provision de 151 358 € concernant les indemnités de fin de carrière de l'ensemble du personnel. Les engagements de départ en retraite à la clôture de l'exercice 2025 sont estimés de façon prospective sur la base d'une hypothèse de départ à la retraite à l'initiative du salarié à l'âge de 60-64 ans en tenant compte des paramètres suivants :

- Paramètres propres à chaque salarié (âge, ancienneté, statut, salaire brut annuel),

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2025

- Données spécifiques de l'entreprise (convention collective, taux de rotation prévisible),
- Taux de charges sociales moyen : 41,96% (dépend de la catégorie des salariés),
- Taux d'actualisation brut : 3,6%
- Taux d'évolution des salaires : 2%
- Taux de contribution employeur : 50%

3.8 Dettes auprès des établissements de crédit

Au 31 décembre 2025, les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit s'élèvent à la somme de 393 650 € et regroupent plus deux emprunts en cours :

- Un emprunt souscrit au cours de l'année 2013 auprès du Crédit Agricole pour financer l'acquisition des nouveaux locaux à la NEF.
L'enveloppe globale est de 1 427 295 € sur 15 ans au taux de 3,15%.
- Un emprunt souscrit sur l'exercice 2024 auprès du Crédit Agricole pour financer le renouvellement de serveurs informatiques de la NEF.
L'enveloppe globale est de 168 631 € sur 3 ans au taux de 3,86%.

3.9 Dettes d'exploitation et autres dettes diverses

Les dettes fournisseurs s'élèvent à 1 606 249 € au 31 décembre 2025. Elles comprennent les factures à recevoir.

Les dettes fiscales et sociales de 933 605 € au 31 décembre 2025, correspondent notamment à la provision pour congés payés, aux cotisations dues aux organismes sociaux, à la TVA collectée et à la TVA sur factures à établir.

Les autres dettes et redevables créditeurs s'élèvent à 23 015 € au 31 décembre 2025.

L'échelonnement de l'ensemble des dettes est le suivant au 31 décembre 2025 :

- Dette à moins d'un an : 2 731 368 €,
- Dette à plus d'un an et 5 ans au plus : 226 930 €,
- Dette à plus de 5 ans : 0 €.

Le détail des variations de provisions figure page 19.

Le détail des échéances des créances et des dettes figure page 20.

3.10 Produits constatés d'avance

Les comptes de régularisation au passif sont les suivants :

	2025	2024
Produits constatés d'avance - exploitation	0	26 744
Produits constatés d'avance - financier	0	0
Produits constatés d'avance - d'exploitation	0	0
Total des produits constatés d'avance	0	26 744

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2025

4. Engagements hors Bilan

4.1 Engagements donnés

4.1.1 Garantie d'emprunt

En juillet 2013, l'interprofession a contracté un emprunt auprès du Crédit Agricole pour assurer le financement de l'acquisition des locaux de Tours.

Le montant de l'emprunt est de 1 427 295 €, il est remboursable sur 15 ans, le taux est de 3,15%.

Cet emprunt est garanti par une hypothèque en 1^{er} rang portant sur le bien acquis.

4.1.2 Nantissement

Jusqu'en 2024, afin de pouvoir bénéficier d'avance cautionnée des aides communautaires concernant les actions de promotion des vins sur les marchés des pays tiers versées par FranceAgriMer (cf : 4.2.1), l'établissement bancaire accorde à l'interprofession un cautionnement bancaire pour lequel un nantissement de placement de dépôt à terme est demandé.

Aucun nantissement n'a été demandé par la Banque Populaire pour le programme 2024.

Programme	Montant de la caution	% de garantie	Montant du nantissement
OCM 2024	536 271 €	-	-

4.2 Engagements reçus

4.2.1 Cautionnement bancaire

Depuis 2009 et jusqu'en 2024, l'interprofession passe convention avec FranceAgriMer afin de percevoir des aides communautaires concernant les actions de promotion des vins sur les marchés des pays tiers.

Ce dispositif permet de percevoir en début de programme une avance égale à 60% du montant de l'aide prévisionnelle de l'ensemble des opérations de l'année. Cette avance est versée sous condition de réalisation d'un cautionnement bancaire à hauteur de 100% x 30% du montant de l'aide prévisionnelle de l'ensemble des opérations de l'année considérée pour 2024.

InterLoire a demandé à pouvoir bénéficier d'avance cautionnée à compter de 2020. Le cautionnement bancaire apporté par le Crédit Agricole à l'Interprofession est mentionné au paragraphe 4.1.2.

Après validation et paiement par FranceAgriMer de la demande de solde en fin du programme, la mainlevée bancaire est effectuée pour la caution de l'année en question.

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2025

A compter de 2025, FranceAgriMer ne verse plus aucune avance.

5. Autres informations

5.1 Filiales et Participations

Désignation	Capital	Valeur comptable des titres détenus	Prêts et avances consentis par la société non encore remboursés	C.A. H.T. du dernier exercice écoulé	Résultat (bénéfice ou perte) du dernier exercice écoulé
<u>SCI GODELINE</u>					
- InterLoire 16.6%					
- Fédé. viticole d'Anjou Saumur 83.4%					
	45 735	30 618	0	57 986	- 775
<u>SARL "SICAREX"</u>					
- InterLoire 25.12%					
- Ecole de Briacé 4.83%					
- Synd Gal Vignerons de Nantes 12.08%					
- Synd Vins de Pays du VDL 2.42%					
- Synd Défense AOC Muscadet 14.49%					
- Union des Pteurs Gros Plant 4.83%					
- Terrena 4.83%					
- Synd pépiniéristes Viticoles 44 2.42%					
- Ch Agr 44 14.49%					
- Crédit Agricole 9.66%					
- IFVV 4.83%					
(Données chiffrées 31/12/2024)	31 557	4 573	0	17 176	-11 239

5.2 Eléments non récurrents

Aucun

5.3 Ecart de campagne

A l'issue de chaque campagne viticole, l'interprofession procède à un contrôle de cohérence sur l'ensemble des opérateurs de son ressort dans l'objectif de vérifier l'exhaustivité des obligations déclaratives et le bon enregistrement des informations fournies.

Cette procédure peut donner lieu à d'éventuels compléments de facturation si aucune information n'est fournie pour expliquer les écarts constatés.

InterLoire a procédé à la vérification de la campagne 2023/2024 et a facturé sur l'exercice un montant de 4 078 € de cotisations interprofessionnelles.

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2025

5.4 Produits et charges exceptionnels

L'application anticipée du règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 a conduit l'interprofession à supprimer de la rubrique "résultat exceptionnel" à compter de l'exercice clos le 31/12/2024.

Les cessions d'immobilisations sont intégrées dans le cycle d'exploitation à compter de l'exercice 2024.

5.5 Effectif

L'effectif à la clôture de l'exercice 2025 est de 26 salariés, dont 3 CDD, 4 apprentis.

5.6 Contentieux en cours

Toutes les procédures individuelles clôturées en 2025 ont été en faveur d'InterLoire.

IMMOBILISATIONS

Désignation du déclarant :				INTERPROFESSION DES VINS DU VAL DE LOIRE				Néant <input type="checkbox"/> *									
CADRE A				IMMOBILISATIONS				Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice				Augmentations					
												Consécutives à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice ou résultant d'une mise en équivalence		Acquisitions, créations, apports et virements de poste à poste			
								1		2		3					
I N C.	Frais d'établissement et de développement			TOTAL I		CZ		D8		D9							
	Autres postes d'immobilisations incorporelles			TOTAL II		KD	1 833 430	KE		KF	303 579						
C O R P O R E L L E S	Terrains					KG	260 087	KH		KI							
	Constructions	Sur sol propre (dont composa	L9		KJ	1 307 815	KK		KL								
		Sur sol d'autrui (dont compos	M1		KM		KN		KO								
		Installations gales, agencets*, aménagts des constructions, dont composants	M2		KP	86 356	KQ		KR	7 490							
	Installations techniques, matériel et outillage industriels, dont					M3		KS	3 207	KT		KU					
	Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements, aménagements divers *					KV	35 736	KW		KX						
		Matériel de transport *					KY		KZ		LA						
		Matériel de bureau et mobilier informatique					LB	542 581	LC		LD	8 788					
		Emballages récupérables et divers *					LE		LF		LG						
	Immobilisations corporelles en cours					LH	1 350	LI		LJ							
	Avances et acomptes					LK		LL		LM							
	TOTAL III					LN	2 237 132	LO		LP	16 278						
	F I N A N C I E.	Participations évaluées par mise en équivalence					8G		8M		8T						
Autres participations					8U	35 191	8V		8W								
Autres titres immobilisés					1P	31 652	1R		1S	497							
Prêts et autres immobilisations financières					1T		1U		1V								
TOTAL IV					LQ	66 843	LR		LS	497							
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)						ØG	4 137 406	ØH		ØJ	320 354						
CADRE B				IMMOBILISATIONS				Diminutions				Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice				Réévaluation légale* ou évaluation par mise en équivalence	
								Par virement de poste à poste		Par cession à des tiers ou mises hors service ou résultant d'une mise en équivalence						Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice	
								1		2		3		4			
I N C O R P.	Frais d'établissement et de développement			TOTAL I		IN		CØ		DØ		D7					
	Autres postes d'immobilisations incorporelles			TOTAL II		IO		LV	207 908	LW	1 929 101	1X					
C O R P O R E L L E S	Terrains					IP		LX		LY	260 087	LZ					
	Constructions	Sur sol propre	IQ		MA		MB	1 307 815	MC								
		Sur sol d'autrui	IR		MD		ME		MF								
		Inst. Générales, agencements, aménagements des constructions	IS		MG	7 875	MH	85 971	MI								
	Installations techniques, matériel et outillages industriels					IT		MJ		MK	3 207	ML					

AMORTISSEMENTS

Designation de l'entreprise			INTERPROFESSION DES VINS DU VAL DE LOIRE										Néant <input type="checkbox"/> *		
CADRE A			SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES (OU VENANT EN DIMINUTION DE L'ACTIF) *												
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES			Montant des amortissements au début de l'exercice			Augmentations : dotations de l'exercice			Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises			Montant des amortissements à la fin de l'exercice			
Frais d'établissement et de développement			CY		EL		EM		EN						
Fonds commercial			RE		RF		RI		RJ						
Autres immobilisations incorporelles			PE	1 305 477	PF	170 677	PG		PH	1 476 154					
TOTAL I			RK	1 305 477	RM	170 677	RN		RO	1 476 154					
Terrains			PI		PJ		PK		PL						
Constructions	Sur sol propre	PM	486 588	PN	42 831	PO		PQ	529 420						
	Sur sol d'autrui	PR		PS		PT		PU							
	Inst. Générales, agencements et aménagements des constructions	PV	72 292	PW	5 893	PX	7 875	PY	70 311						
Installations techniques, matériel et outillage industriels			PZ	1 626	QA	504	QB		QC	2 130					
Autres immobilisations corporelles	Inst. Générales, agencements, aménagements divers	QD	17 832	QE	8 952	QF		QG	26 784						
	Matériel de transport	QH		QI		QJ		QK							
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	QL	361 206	QM	45 582	QN		QO	406 788						
	Emballages récupérables et divers	QP		QR		QS		QT							
TOTAL II			QU	939 545	QV	103 763	QW	7 875	QX	1 035 434					
TOTAL GÉNÉRAL (I + II)			ØN	2 245 022	ØP	274 440	ØQ	7 875	ØR	2 511 587					
CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES													
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		DOTATIONS					REPRISES					Mouvement net des amortissements à la fin de l'exercice			
		Colonne 1		Colonne 2		Colonne 3		Colonne 4		Colonne 5				Colonne 6	
		Différentiel de durée et autres		Mode dégressif		Amortissement fiscal exceptionnel		Différentiel de durée et autres		Mode dégressif				Amortissement fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement		M9		N1		N2		N3		N4		N5		N6	
Fonds commercial		RP		RQ		RR		RS		RT		RU		RV	
Autres immobilisations incorporelles		N7		N8		P6		P7		P8		P9		Q1	
TOTAL I		RW		RX		RY		RZ		SB		SC		SD	
Terrains		Q2		Q3		Q4		Q5		Q6		Q7		Q8	
Constructions	Sur sol propre	Q9		R1		R2		R3		R4		R5		R6	
	Sur sol d'autrui	R7		R8		R9		S1		S2		S3		S4	
	Inst.gales, agenc.,aménagements div	S5		S6		S7		S8		S9		T1		T2	
Installations techniques, matériel et outillage		T3		T4		T5		T6		T7		T8		T9	

Autres immo. corporelles	Inst. Gales, agenc. Et aménagements divers	U1		U2		U3		U4		U5		U6		U7		
	Matériel de transport	U8		U9		V1		V2		V3		V4		V5		
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	V6		V7		V8		V9		W1		W2		W3		
	Emballages, récupérations et divers	W4		W5		W6		W7		W8		W9		X1		
TOTAL II		X2		X3		X4		X5		X6		X7		X8		
Frais d'acquisition de titres de participations TOTAL III		NL						NM						NO		
Total général (I + II + III)		NP		NQ		NR		NS		NT		NU		NV		
Total général non ventilé (NP + NQ + NR)			NW			Total général non ventilé (NS + NT + NU)			NY			Total général non ventilé (NW – NY)			NZ	
CADRE C		MOUVEMENTS DE L'EXERCICE AFFECTANT LES CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES *														
				Montant net au début de l'exercice			Augmentations			Dotations de l'exercice aux amortissements			Montant net à la fin de l'exercice			
Frais d'émission d'emprunt à étaler										Z9		Z8				
Primes de remboursement des obligations										SP		SR				

Formulaire obligatoire (article 53 A du Code général des impôts)

Designation de l'entreprise			INTERPROFESSION DES VINS DU VAL DE LOIRE						Néant <input type="checkbox"/> *	
NATURE DES PROVISIONS			Montant du début de l'exercice		AUGMENTATIONS Dotations de l'exercice		DIMINUTIONS : Reprise de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice	
			1		2		3		4	
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers *		3T		TA		TB		TC	
	Provisions pour investissement (art. 237 bis A-II du CGI) *		3U		TD		TE		TF	
	Provisions pour hausse des prix (1) *		3V		TG		TH		TI	
	Amortissements dérogatoires		3X		TM		TN		TO	
	Dont majorations exceptionnelles de 30 %		D3		D4		D5		D6	
	Provisions pour prêts d'installation (art. 39 quinquies H du CGI)		IJ		IK		IL		IM	
	Autres provisions réglementées (1)		3Y		TP		TQ		TR	
	TOTAL I		3Z		TS		TT		TU	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Provisions pour litiges		4A		4B		4C		4D	
	Provisions pour garanties données aux clients		4E		4F		4G		4H	
	Provisions pour pertes sur marchés à terme		4J		4K		4L		4M	
	Provisions pour amendes et pénalités		4N		4P		4R		4S	
	Provisions pour pertes de change		4T		4U		4V		4W	
	Provisions pour pensions et obligations similaires		4X		4Y		4Z		5A	
	Provisions pour impôts (1)		5B		5C		5D		5E	
	Provisions pour renouvellement des		5F		5H		5J		5K	
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions		EO		EP		EQ		ER	
	Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer *		5R		5S		5T		5U	
	Autres provisions pour risques et charges (1)		5V	172 358	D4	100 000	5T	21 000	5U	251 358
	TOTAL II		5Z	172 358	TV	100 000	TW	21 000	TX	251 358
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	Sur immobilisations	- incorporelles	6A		6B		6C		6D	
		- corporelles	6E		6F		6G		6H	
		- titres mis en équivalence	02		03		04		05	
		- titres de participations	9U		9V	0	9W	0	9X	0
		- autres immobilisations financières (1) *	06		07		08		09	
	Sur stocks et en cours		6N		6P		6R		6S	
	Sur comptes clients		6T	452 127	6U	24 559	6V	106 690	6W	369 996
	Autres provisions pour dépréciation (1) *		6X		6Y		6Z		7A	
	TOTAL III		7B	452 127	TY	24 559	TZ	106 690	UA	369 996
	TOTAL GENERAL (I+II+III)			7C	624 485	UB	124 559	UC	127 690	UD
Dont dotations et reprises			- d'exploitation		UE	124 559	UF	127 690		
			- financières		UG		UH			
			- exceptionnelles		UJ		UK			
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la			clôture de l'exercice calculé selon les règles prévues à l'article 39-1-5ème du CGI						10	

(1) à détailler sur feuillet séparé selon l'année de constitution de la provision ou selon l'objet de la provision

NOTA : les charges à payer ne doivent pas être mentionnées sur ce tableau mais être ventilées sur l'état détaillé des charges à payer dont la production est prévue par l'article 38 II de l'annexe III au CGI
* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2032-NOT-SD

⑧

**ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DES
DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE ***

DGFIP N° 2057-SD 2026

Formulaire obligatoire (article 53 A du
Code général des impôts)

Désignation de l'entreprise		INTERPROFESSION DES VINS DU VAL DE LOIRE						Néant <input type="checkbox"/> *						
CADRE A		ÉTAT DES CRÉANCES				MONTANT BRUT		À 1 AN AU PLUS		À PLUS D'UN AN				
						1		2		3				
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	UL						UM			UN			
	Prêts (1) (2)	UP						UR			US			
	Autres immobilisations financières	UT						UV			UW			
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux	VA				416 245				416 245				
	Autres créances clients	UX				3 689 158		3 689 158						
	Créance représentative de titres prêtés ou remis en garantie*	(Provisions pour dépréciation antérieurement constituée*	UO)	Z1								
	Personnel et comptes rattachés	UY				3 933		3 933						
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	UZ				80		80						
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	VM											
		Taxe sur la valeur ajoutée	VB				130 842		130 842					
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	VN											
		Divers	VP											
	Groupe et associés (2)	VC												
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	VR				633 105		633 105						
Charges constatées d'avance		VS				147 283		147 283						
		TOTAUX				VT	5 020 646		VU	4 604 400		VV	416 245	
RENOIS	(1)	Montant des - Prêts accordés en cours d'exercice				VD								
		- Remboursements obtenus en cours d'exercice				VE								
	(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				VF								
CADRE B		ÉTAT DES DETTES		Montant brut		À 1 an au plus		À plus d'1 an et 5 ans au plus		À plus de 5 ans				
				1		2		3		4				
Emprunts obligatoires convertibles (1)		7Y												
Autres emprunts obligatoires (1)		7Z												
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)		à 1 an maximum à l'origine		VG										
		à plus d'1 an à l'origine		VH		393 650		166 720		226 930				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2)		8A		1 779		1 779								
Fournisseurs et comptes rattachés		8B		1 606 249		1 606 249								
Personnel et comptes rattachés		8C		81 578		81 578								
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		8D		95 610		95 610								
État et autres collectivités publiques		Impôts sur les bénéfices		8E										
		Taxe sur la valeur ajoutée		VW		749 256		749 256						
		Obligations cautionnées		VX										
		Autres impôts, taxes et assimilés		VQ		7 162		7 162						
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		8J												
Groupe et associés (2)		VI												
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		8K		23 015		23 015								
Dette représentative de titres empruntés ou remis en garantie *		Z2												
Produits constatés d'avance		8L												
		TOTAUX		VY	2 958 298		VZ	2 731 368		226 930				
RENOIS	(1)	Emprunts souscrits en cours d'exercice		VJ			(2) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés, personnes physiques		VL					
		Emprunts remboursés en cours d'exercice		VK	161 175									

* Des explications concernant cette rubrique figurent dans la notice n° 2032-NOT-SD